

MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

MINISTRY OF COMMUNICATION

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence N°006/AONO/MINCOM/CIPM/2026 du 6... POUR LE DÉPLOIEMENT DE L'AGENCE VIRTUELLE D'INFORMATION (AVI) DANS CINQ (05) DÉLÉGATIONS RÉGIONALES.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'augmentation d'une offre quantitative et qualitative d'information à destination de l'opinion publique nationale et internationale, le Ministre de la Communication, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence Pour le déploiement de l'Agence Virtuelle d'Information (AVI) dans cinq (05) délégations régionales dans le BIP du MINCOM exercice 2026.

2. Consistance des prestations

Les prestations objet de la présente consultation sont détaillées ainsi qu'il suit :

- La fourniture, l'installation et la configuration des équipements informatiques (ordinateurs, tablettes tactiles, clé USB, etc..) ;
- L'installation et Configuration des équipements et des logiciels ;
- La formation et l'assistance du personnel à l'administration et l'utilisation des plateformes existantes ;

3. Tranches/Allotissement

Le présent appel d'offres comporte 01 seul lot.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de quatre-vingt-dix-neuf millions neuf cent soixante-dix-neuf mille (99 979 000) francs CFA TTC.

5. Délai prévisionnel et lieu de livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'ouvrage pour la livraison des fournitures, objet du présent appel d'offres est de quatre-vingt-dix (90) jours soit trois (03) mois à livrer AU Ministère de la Communication. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer de la prestation.

6. Participation

La participation au présent appel d'offres est ouverte à tous les groupements d'entreprises et entreprises de droit camerounais ayant de la compétence en matière fourniture de matériel informatique et disposant d'un agrément.

7. Financement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par le BIP MINCOM, Exercice 2026, ligne d'imputation budgétaire n°60 17 200 1 22000001 524211.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, timbrée, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO, dont le montant s'élève à neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille sept cent quatre-vingt-dix mille (999 790) francs CFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence ou la non-conformité de la caution desoumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.

La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

NB : La caution doit être accompagnée du récépissé de consignation délivrée par la Caisse de Dépôts et des Consignations (CDEC), conformément à la lettre circulaire N°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024. L'absence du récépissé de la CDEC à l'ouverture des plis entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du MO/MOD aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, BP : 001 Yaoundé, téléphone : 22231351, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, BP : 001 Yaoundé, téléphone : 22231351 dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de Francs CFA cent mille (100 000) Francs CFA, payable au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 18.08.2026 à 12 Heure.

Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention :

**« AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE N°006/AONO/MINCOM/CIPM/2026 du 18.08.2026
RELATIF AU DÉPLOIEMENT DE L'AGENCE VIRTUELLE D'INFORMATION (AVI) DANS CINQ (05) DÉLÉGATIONS
RÉGIONALES**

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

Taille et format des fichiers :

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre. En cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS, le défaut de présentation des copies de sauvegarde entraînera l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné.

N.B : l'original physique de la caution de soumission, le récépissé de la CDEC et la quittance d'achat des frais de DAO devront parvenir sous plis scellé au Service des Marchés du Ministère de la Communication, services centraux à Yaoundé, BP : 001 Yaoundé, téléphone : 22231351, au plus tard le Mardi 18 Août 2026 à 12 heures, heure locale et portant la mention ci-dessous :

**« AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE N°006/AONO/MINCOM/CIPM/2026 du 18.08.2026
RELATIF AU DÉPLOIEMENT DE L'AGENCE VIRTUELLE D'INFORMATION (AVI) DANS CINQ (05) DÉLÉGATIONS
RÉGIONALES »**

Ces originaux ne pourront être acceptés que si le soumissionnaire les a joints dans son offre déposée sur la plateforme de soumission en ligne COLEPS, ou enregistré sur la copie numérique de sauvegarde, en cas de dysfonctionnement de la plateforme.

13- Recevabilité des plis

Les offres seront constituées et déposées sur la plateforme COLEPS à l'adresse <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- La non-présentation de la copie de sauvegarde des offres.
- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire (copie de sauvegarde) ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt (copie de sauvegarde) ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission ;
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres (copie de sauvegarde).

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence ou la non-conformité de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le Mardi 18 Août à 13 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés du Ministère de la Communication, dans la salle de conférences du Ministère de la Communication, 1er étage du bâtiment principal abritant ses services à Yaoundé.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandaté même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

Le non-respect d'au moins un de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment :

- de l'absence ou la non-conformité du cautionnement de soumission et du récépissé de la CDEC à l'ouverture des plis ;
- de la non production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- Absence d'un agrément du fabricant ou d'un distributeur agréé pour les ordinateurs ;
- Non satisfaction d'une spécification technique majeure identifiée par le symbole (*) ;
- Capacité financière absente, inférieure à cinquante millions (50 000 000) de Francs ou non conforme à la domiciliation bancaire ;
- Non satisfaction à 80% aux spécifications techniques non majeures de chaque équipement ;
- Absence de prospectus, ou fiche technique en couleurs d'au moins un matériel ;
- de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
- du non-respect du format de fichier des offres ;
- de l'absence de la copie de sauvegarde pour les soumissions en ligne, en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
- l'absence d'un prix unitaire quantifié ou d'un sous-détail des prix unitaires dans l'Offre financière ;
- de l'absence ou de la non-conformité d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE, le SDP) ;
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée avec la mention lu et approuvé avec la mention lu et

- approuvé ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée avec la mention lu et approuvé avec la mention lu et approuvé ;
- de la non satisfaction d'au moins 80% de oui des critères essentiels ;
- de la non satisfaction des Preuves d'acceptation des conditions du marché.

15.3. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- la présentation générale de l'offre ;
- les références du soumissionnaire (liste de trois (03) contrats signés et enregistrés minimum sur les trois (03) dernières années assortis de PV de réception) ;
- Le Délai de livraison ;
- Le service après-vente :
 - ✓ La disponibilité d'un magasin de vente de pièces de rechange au Cameroun ;
 - ✓ Qualifications du personnel d'encadrement ;
 - ✓ La disponibilité d'un magasin de stockage ;
 - ✓ La garantie du matériel proposé.

NB : Le système de notation des offres est celui du mode binaire (oui ou non)

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au Soumissionnaire ayant présenté une offre conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres, disposant des capacités techniques et financières requises pour exécuter le marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins-disante en considérant le cas échéant les remises proposées.

Toute décision d'attribution d'un marché public par le Maître d'Ouvrage est insérée, avec indication de prix et de délai, dans le journal des marchés publics édité par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ou dans toute autre publication habilitée, notamment dans COLEPS.

17. Nombre maximum de lots

Le présent appel d'offres porte sur un seul lot.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère de la Communication, **Direction des Affaires Générales, Services des marchés publics ; BP :001 téléphone : 222231351 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou tout autre moyen de communication électronique indiqué par le maître d'ouvrage.**

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

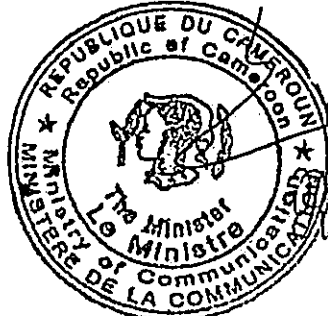
Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé le 16 JUL 2026

Ministre de la communication

Copies :

- MINMAP
- ARMP
- Président CIPM
- Affichage chrono



Emmanuel Fadi

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE N°006/AONO/MINCOM/CIPM/2026
9F0...JUL...2026 TO IMPLEMENT THE VIRTUAL INFORMATION AGENCY (VIA) in (5) FIVE REGIONAL DELEGATIONS

1. Purpose of the Invitation to Tender

As part of efforts to increase the quantity and quality of information provided to the national and international public, the Minister of Communication, as the contracting authority, is hereby launching an open national invitation to tender for the implementation of the Virtual Information Agency (VIA) in five (05) regional delegations within the MINCOM's Public Investment Budget (PIB) for the 2026 financial year.

2. Nature of Services

The services covered by this tender are set out as follows:

- The supply, installation and configuration of IT equipment (computers, touchscreen tablets, USB drives, etc.);
- The installation and configuration of equipment and software;
- Training and support for staff in the administration and use of existing platforms;

3. Phases/Allotment

This Invitation to Tender is constituted in a single lot.

4. Estimated Cost

The estimated cost of the operation following preliminary studies is **ninety-nine million nine hundred and seventy-nine thousand (99.979.000) CFA francs**, all taxes inclusive.

5. Estimated execution deadline and location(s)

The maximum period set by the Project Owner for delivery of supplies under this Invitation to Tender is **ninety (90) days i.e. three (03) months** to be delivered at the Ministry of Communication. This period runs from the date of notification of the Administrative Order to commence the service.

6. Participation

Participation in this Invitation to Tender is exclusively open to companies or groups of companies duly established under Cameroonian law, competent in the supply of IT equipment and duly accredited.

7. Financing

The services subject of this Invitation to Tender shall be financed by the Public Investment Budget (PIB) of the Ministry of Communication, for the 2026 financial year, under budget head **No. 60 17 200 1 22000001 524211**.

8. Submission Method

The bidding method retained for this tender is online.

9. Bid Bond

Each tenderer must enclose with their administrative documents a tender bond, stamped, dated and manually endorsed, issued by a body or financial institution authorised by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public contract and listed in Annex 14 of the Tender File, the amount of which is **nine hundred and ninety-nine thousand seven hundred and ninety (999,790) CFA francs**, and valid for up to thirty (30) days beyond the initial expiry date of the tenders.

Failure to produce a bid bond issued by a first-class banking institution or financial body, authorised to issue public contract bonds, by the Ministry of Finance, shall result in the outright rejection of the bid.

A bid bond produced but not related to the consultation concerned shall be considered absent.

No bid bond submitted by a bidder during the bid opening session shall be admissible.

NB: The bond must be accompanied by the deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund, in accordance with circular letter No. 000019/LC/MINMAP of 5 June 2024. If the Deposits and Consignments Fund receipt is not produced when the bids are opened, the bid shall be outrightly rejected.

10. Consultation of the Tender File

The hard copy of the file may be consulted for free at the offices of the PO/DPO during working hours at the Department of General Affairs, Public Contracts Service P.O. BOX: 001 Yaoundé, Telephone: 22231351, upon publication of this notice.

It may also be consulted online through the COLEPS platform at the following addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armp.cm).

11. Acquisition of the Tender File

The hard copy of the file shall be obtained from the Department of General Affairs, Public Contracts Service PO Box: 001 Yaoundé, Telephone: 22231351 after the publication of this notice, upon payment of a non-refundable sum of one hundred thousand (100,000) CFA francs, payable at the Public Treasury.

The electronic version of the file can also be downloaded free of charge from the addresses indicated above. However, the physical or electronic submission shall be subject to the payment of the purchase cost of the Tender File.

12. Submission of Bids

Bids shall be drafted in English or French and shall be transmitted by the bidder through the COLEPS platform no later than **Tuesday 18th August 2026, at 12 p.m. local time.**

A back-up copy of the bid recorded on a USB key or CD/DVD shall be forwarded within the same time limit in a sealed envelope clearly and legibly indicated: 'Back-up copy', in addition to the following indication.

**"OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE N°006/AONO/MINCOM/CIPM/2026
OF..... TO IMPLEMENT THE VIRTUAL INFORMATION AGENCY (VIA) In (5) FIVE REGIONAL DELEGATIONS
16 JUL 2026"**

"To be opened only during the bid reviewing session"

File size and format

The maximum sizes of the documents that shall be transited on the platform and constitute the bidder's offer are as follows :

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The following formats shall be accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Candidates shall use compression software to reduce the size of files to be transmitted.

In the event of a malfunction of the COLEPS platform, failure to submit back-up copies will result in the inadmissibility of the candidate's bid.

N.B: The original hard copy of the bid bond, the CEDEC receipt and the Tender file purchase shall be sent in a sealed envelope to the Ministry of Communication, Contracts Services, central services in Yaoundé, P.O. Box: 001, Yaoundé, phone number: 22231351, no later than Tuesday 18th August 2026, deadline for reception of bids at 12 p.m. local time and having the following caption:

**"OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE N°006/AONO/MINCOM/CIPM/2026
OF..... TO IMPLEMENT THE VIRTUAL INFORMATION AGENCY (VIA) In (5) FIVE REGIONAL DELEGATIONS
16 JUL 2026"**

These originals can only be accepted if the tenderer has attached them to his tender submitted on the COLEPS online tendering platform, or saved on the digital backup copy, in the event of the platform not working.

13. Admissibility of Bids

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be inserted in separate envelopes and submitted in a sealed envelope. The following shall be considered inadmissible by the Project Owner :

Tenders must be prepared and submitted through the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

The Contracting Authority will reject the following:

- Failure to submit a backup copy of the tender.
- Envelopes bearing details of the tenderer's identity (back-up copy);
- Envelopes received after the deadline for submission (back-up copy);
- Envelopes that do not comply with the submission procedure;
- Envelopes that do not specify the identity of the Call for Tenders (back-up copy).

Any Incomplete Tender in accordance with the requirements of the Tender File, shall be declared inadmissible. Particularly, the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister of Finance to issue bonds for public contracts or failure to comply with the models of the documents of the Invitation to Tender shall cause the outright rejection of the tender without any room for appeal.

14. Opening of Bids

Bids shall be opened in one phase and shall take place on **Tuesday 18th August 2026 at 1 p.m.** by the Tenders Board of the Ministry of Communication, at the Conference Room of the Ministry of Communication, 1st floor of the main building of its central services in Yaoundé.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a duly authorised person of their choice, even in the case of a group of enterprises.

Failure to do so will result in rejection; the required documents for the administrative file must be submitted as originals or as copies certified as true copies by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Specific Tender Regulations. They must have been issued within the last three (03) months from the original date of submission of tenders or have been drawn up after the date of signature of the tender notice.

15. Evaluation Criteria

15.1 Eliminatory Criteria

Failure to comply with at least one of these criteria entails the rejection of the offer. These include:

- The absence or non-compliance of the bid bond and the receipt issued by CDEC at the opening of the bids ;
- Failure to produce, beyond the 48 hours following the opening of bids, a document in the administrative file that is deemed to be non-compliant or missing at the time the bids were opened (except the bid bond);
- False declarations, fraudulent schemes, or forged documents;
- Lack of approval from the manufacturer or an authorised distributor for computers;
- Failure to meet a key technical specification, indicated by the symbol (*);
- Financial capacity absent, less than fifty million (50,000,000) francs, or not in conformity with the banking domicile requirements ;
- Failure to comply 80% of the technical specifications for each piece of equipment ;
- Failure to provide a prospectus, or colour technical data sheet for each item of equipment;
- Failure to provide a sworn statement that no work has been abandoned in the last three years;
- Non-compliance with the tender file format;
- The absence of the backup copy, in the event of a malfunctioning of the COLEPS platform;
- Absence of a quantified unit price or breakdown of unit prices in the Financial Offer;
- The absence or non-conformity of an element of the financial offer (the submission, the BPU, the DQE, the SDP);
- Absence of a dated and signed integrity charter with the mention "read and approved";
- Absence of a declaration of commitment to respect environmental and social clauses, dated and signed with the mention "read and approved";
- Failure to comply with at least 80% of the essential criteria;

- Failure to provide evidence of acceptance of the contract conditions.

15.2 Essential Criteria

The essential criteria for qualifying bidders shall for illustrative purposes include:

- General presentation of the offer;
- Bidder's references (list of three (03) signed and registered contracts over the last three (03) years, accompanied by a reception report);
- Delivery deadline ;
- After-sales service :
 - ✓ . The availability of a spare parts sales outlet in Cameroon;
 - ✓ The availability of a storage warehouse;
 - ✓ The guarantee for the equipment offered.

NB: The scoring system for tenders shall be binary (yes or no).

16. Award of Contract

The Project Owner shall award the contract to the bidder who has submitted a bid meeting the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest bid, including any proposed discounts.

Every decision by the Project Owner to award a public contract is published, with an indication of the price and deadline, in the public contract journal published by the body responsible for regulating public contracts or in any other authorised publication, particularly in COLEPS.

17. Maximum Number of Lots

This Invitation to Tender is constituted in a single lot.

18. Validity period of Bid

Bidders shall remain bound by their bids for a period of ninety (90) days from the initial deadline for the submission of offers.

19. Additional Information

Additional information shall be obtained during working hours from the Department of General Affairs, Public Contracts' Service ; P.O. Box: 001 Telephone number: 222231351, or online on COLEPS platform at the address <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic means of communication indicated by the Project Owner.

20. Fight against Corruption and malpractices

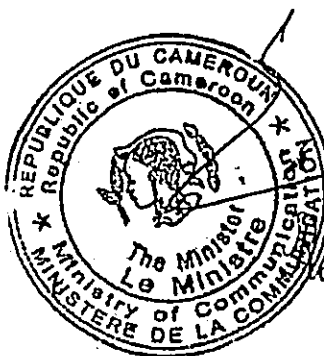
To report corrupt practices, facts or acts of corruption, please call CONAC at 1517, the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) on the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaoundé ..1.6...JUL.....2026.

Minister of Communication

Copies :

- MINMAP
- ARMP
- CIPM President
- Affichage chrono



[Handwritten signature]

Yeni Emmanuel Fadi